

L'AMI DU PEUPLE,

OU

LE PUBLICISTE PARISIEN.

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie,  
du Moniteur, et du plan de constitution, etc.

---

*Vitam impendere vero.*

---

Du Samedi 26 Février 1791.

Nouvelles découvertes sur l'accaparement du numéraire. — Conspiration des peres conscrits. — Sotte conduite de la garde soldée, contre le peuple qui la nourrit et qu'elle opprime. — Conduite encore plus infâme de la garde volontaire.

Il n'est pas étrange que les plus mortels ennemis du peuple siegent dans l'assemblée nationale ; elle renferme dans son sein les représentans des deux ordres privilégiés abolis. Mais qui auroit pu croire que les représentans du peuple ne seroient plus enfin qu'une tourbe de traîtres à la patrie ? Rien de plus vrai, toutefois. Pour peu qu'on ait le tact des affaires, on voit avec douleur qu'ils ne laissent échapper aucune occasion de favoriser la couronne

aux dépends de la nation , de lier le peuple , de le livrer sans défense à la merci de ses oppresseurs , d'absoudre et de remettre en liberté les conspirateurs. Je ne rappellerai ici ni Bezenval , ni Augéard , ni Buëssy , et je m'en tiendrai à un exemple tout récent. A la séance du 23 , le Sr. Voidel a annoncé que Chalons , l'un des prévenus de Bèfort , étoit malade dans les prisons ; que le ministre en avoit informé le comité des recherches , qui n'avoit pas cru pouvoir prendre un parti sur la translation du prisonnier sans en avoir prévenu l'assemblée. Et à l'instant compere Lavie monte sur ses ergots pour attester que Chalons n'a pas été arrêté sur les terres de France , arrestation qu'il déclare contraire aux principes de la liberté , si solennellement reconnus par l'assemblée. Aussi-tôt tartuffe Riquetti de crier que Chalons devoit être reconduit sur les terres de Porentru où s'étoit fait l'arrestation , et l'a remis en liberté , sans requérir le gouvernement étranger de s'assurer de ce criminel de leze nation pour le remettre à la France. Ce que l'assemblée a confirmé par un décret. Ainsi ce n'est qu'en faveur des traîtres à la patrie que les peres conscrits invoquent le respect pour les loix qui établissent la liberté : tandis qu'ils les laissent violer impunément contre les amis de la patrie. Pour arracher au chatiment un conspirateur qui ne devoit trouver aucun refuge sous le soleil , ils ne veulent pas souffrir qu'on l'ait arrêté sur la frontiere , tandis que pour faire périr le brave Rotondo , dont tout le crime étoit d'avoir représenté au général son mépris pour les droits du peuple , ils souffrent en silence qu'il soit jeté dans un cachot , après avoir été arrêté par des assassins de Mottie à la faveur d'un guet-à-pens : comme ils avoient souffert en silence que Marrel fut traduit en prison par le tribunal de police , à la faveur d'un guet-à-pens encore plus odieux. Ce n'est donc que lorsqu'il s'agit de protéger les amis de la liberté qu'ils font taire les loix , et ils osent se dire nos défenseurs ! N'en doutez pas , mes chers



concitoyens, la clique sénatoriale n'est plus qu'une horde de fourbes qui vous trahissent, de fripons qui vous pillent, et de brigands qui attendent le moment de vous égorger.... Pour vous faire périr, il n'y a rien de bas à leurs yeux. Virieu s'est fait postillon, et Montlausier se fera valet de bourreau.

### *Avertissement.*

Il y a trois semaines qu'on a enlevé à une femme de la section St. Opportune *son enfant*, qui est de l'âge du dauphin : citoyens stupides, avez-vous même songé à vous assurer si le dauphin est encore dans vos murs ? Et n'auriez-vous pas dû nommer un commissaire de chaque section pour aller en corps, soir et matin, requérir qu'il soit montré au public dans le jardin des Tuilleries.

### *A l'Ami du peuple.*

L'assemblée nationale, par l'organe de son comité des finances, s'étoit engagée dès le premier janvier 1790, à donner chaque mois l'état des dettes de la nation, celui des recouvrements, des payemens ; mais elle s'est moquée de sa parole.

On ne nous a montré quelques feuillets du livre rouge que pour nous donner le chagrin de voir les richesses de la nation employées à gorger les sangsues de l'état, les porteurs de brevets de retenue et de bons au comptant, qui tous auroient dû être brûlés, vu qu'ils sont des reliquats des indignes prodigalités du monarque, de ses favoris ou de ses valets. On en a bien montré un feuillet pour retirer aux Lameth la seule grace dispensée avec justice ; mais on s'est bien gardé de parler des profusions immenses faites aux Noailles : toutes les fois que je vois monter à la tribune aux harangues un membre du comité des finances, je crois voir un jongleur sur des traiteaux. L'un nous annonce que

le trésor public regorge d'or ; l'autre , sans avoir rendu compte , ne nous donne que quelques minutes pour le remplir. Celui-ci propose de la monnoie de billon , et on n'en fait pas ; celui-là propose du papier-monnoie pour faire cesser l'agiotage qui augmente chaque jour. Tous nous inondent d'assignats , dont ils ont le moule ; cependant notre numéraire dispaeroit chaque jour, on le fond en lingots , quand on ne peut pas l'exporter en especes : toutes les voitures publiques qui vont aux frontieres en sont chargées sous prétexte de payer les troupes , comme si les recouyremens que font les départemens ne suffisoient pas pour subvenir à la solde de leurs garnisons. Ne sachant plus sous quel prétexte le faire passer en Allemagne , ils l'enregistrent comme argent destiné au service de la marine , ou comme caracteres d'imprimerie (1).

Si les peres conscrits avoient voulu libérer l'état dans le plus court délai ; ils auroient établi , comme vous le disiez fort bien il y a quelques mois , une chambre de justice qui auroit fait dégorger les vautours du peuple , et rendre compte à tous les administrateurs des deniers publics , tels que les contrôleurs et receveurs généraux , les municipalités et sur-tout les dépositaires de l'argenterie des églises et des joujoux placés sur l'autel de la patrie. Je conviens que Bezenval et complices , ont dévoré toutes les boucles de souliers du royaume , mais ce que vous ignorez peut-être , c'est que les orphevres ont acheté à l'hôtel de la monnoye , les lingots provenant de cette argenterie , j'en ai été témoin,

---

(1) Dans la diligence de Strasbourg , arrêtée le 14 par la section de Mauconseil , il y avoit 18000 livres enregistrées pour le service de la marine , et deux caisses énormes d'especes faussement déclarées comme caracteres d'imprimerie.



Or, vous concevez que si on exigeoit tous ces comptes, le parti autrichien seroit bientôt anéanti. Voilà le bourdon sur lequel personne n'ose sonner le tocsin.

*Signé A. B.*, citoyen actif de la section  
de la Bibliothèque du roi.

Paris, ce 22 février 1791.

### *Observation.*

Hélas, mon cher correspondant, l'Ami du peuple l'a sonné dix fois ce tocsin : mais les frippons tiennent les cordons de la bourse, et ils font aujourd'hui tout ce qu'ils veulent. Les législateurs, les municipaux, les juges, tous ces gens là aiment l'argent et n'aiment que l'argent ; ils se prostituent pour en avoir, tirez la conséquence.

### *A l'Ami du peuple.*

Il est bon de vous instruire, monsieur, du mauvais commerce des Srs. Buquet et Bosquet, tous deux accapareurs d'argent et de grains, qu'ils font passer dans l'étranger. Cet argent est d'abord déposé chez le Sr. Bosquet, rue Baillif, au coin de celle des Bons Enfants, N<sup>o</sup>. 8, au troisième : de là on le transporte à la brune, chez le Sr. Buquet, rue du fauxbourg St. Denis, vis-à-vis les écuries du roi, dans une porte cochère, entre un charron et un marchand mercier, au fond de la cour, l'escalier à droite, au troisième. Manège qui a lieu chaque jour.

Ce Buquet avoit acheté depuis peu une charge d'agent de change ; croiriez-vous que la confrérie n'a pas voulu le recevoir, tant il passe pour homme de bien.

Bosquet passe pour le commis ; ce Bosquet qui étoit ci-devant commis de Necker, est actuellement

commis dans les vivres. On lui a quelquefois reproché le commerce qu'il faisoit ; il a répondu que c'étoit de l'argent pour les troupes : il n'y a rien de si faux, cet argent ne viendrait point chez lui pour le transporter chez un autre, et le transport n'en seroit pas clandestin. Il est urgent de les faire connoître au public, et il seroit essentiel de faire perquisition chez eux : leurs papiers mettroient au jour leurs malversations criminelles.

Bosquet est arrivé dimanche dernier de Rouen : quinze jours avant il venoit de faire une tournée dans les ports de mer, pour affaires relatives au monopole du numéraire et des grains.

Je vous somme, monsieur, de dénoncer ces deux ennemis publics, dignes du dernier supplice.

*Signé* Hubert, citoyen patriote.

Ce 22 Février 1791.

*Fin de la justification de l'Ami du peuple  
accusé d'être vendu aux calotins, etc.*

Transcrivons ici quelques traits pris au hasard. A la page 5 du numéro 132, on lit ces mots. « Voyez » l'assemblée nationale, où siegent ces représentans » d'ordres abolis ; ces paladins toujours prêts a se » ranger autour du trône des tyrans ; ces prélats » scandaleux, gorgés du bien des pauvres, ces juges » arbitraires, marchands d'iniquités, &c. ». A la page 3 du numéro 173, on lit ces mots. « Sans les » têtes abattues de quelques satellites royaux, les » biens du clergé seroient ils rentrés dans les mains » de la nation, et la réforme des abus de ce corps » gangrené, auroit-elle eu lieu ! » A la page 8 du numéro 204, on lit ces mots. » Et l'auguste assemblée (à une quinzaine de patriotes près, et à une » centaine d'hommes honnêtes) qu'est-elle ? qu'un » assemblage d'hommes de boue, de prélats hypocrites et impudiques, de courtisans menteurs, dis-



» sipateurs, insolens et rampans; de jugeurs ignares, » iniques et assassins, &c. » Après des conseils et des eloges de cette nature, c'est moi qu'on accuse d'être vendu à des hommes infâmes et atrocés que je n'ai cessé de démasquer et de couvrir d'opprobre.

Enfin, non content de demander que les nobles, les *prélats*, &c., les parlementaires indignes fussent ignominieusement chassés de l'assemblée nationale; j'ai invité le peuple (numéro 198) à dresser en face de l'appartement du roi, 800 potences pour y accrocher ces traîtres à la patrie; si l'on appelle cela les *ménager* et leur être vendu: il faut bien que je passe condamnation: cependant on pourroit observer à mes détracteurs, que pour me remercier, les nobles, les *calorins*, les robins, les juristes et les autres coquins qui nous vendent dans le sénat, m'ont déclaré criminel de lèse nation par un beau décret, et qu'ils ont fait venir le meneur du Châtelet, pour lui ordonner de me poursuivre comme tel. ( Voyez le numéro 226 ).

Il faut en convenir, voilà une nouvelle maniere de traiter entre gens qui s'entendent! Si donc les courtisans, les robins et les *calorins*, auxquels vous m'accusez d'être vendu, me payent, avouez que je ne leur vole pas leur argent.

Peut-être m'objectera-t-on de n'avoir pas dit grand'chose du clergé depuis trois mois, et de ne m'être ( 1 ) pas élevé contre les prêtres factieux? Messieurs, je ne sais pas rabacher, et je n'aime point à perdre le tems à combattre des fantômes: les prêtres étoient abatus, ils seroient morts aujourd'hui si le roi ne les avoit pas poussés à la révolte en refusant si long-tems d'accepter le décret sur

---

(1) Voyez la preuve du contraire, N°. 324.

la constitution civile du clergé, et si l'assemblée vénale, qui a fermé les yeux sur cette prévarication, n'avoit pas encouragé les prêtres dans leur rébellion, en leur accordant elle-même des délais.

Or, c'est l'Ami du peuple qui le premier s'est élevé contre ce refus d'acceptation du roi, qui a proposé aux sections de s'assembler pour reveiller le sénat de sa léthargie simulée, et qui a enfin déterminé les pères conscrits à faire quelques démarches auprès du roi, pour l'engager à remplir son devoir, dans la crainte d'un plus grand scandale.

Enfin, loin d'imiter la sottise de ces écrivains qui depuis si long-tems sermonent plattement les prêtres rebelles pour les engager à faire leur serment; j'ai (1) conseillé de les entretenir adroitement dans leurs dispositions mutines, et de presser en même-tems leur destitution; parce que c'étoit là le vrai moyen de nous débarrasser, une fois pour toutes, de ces indignes ministres des autels, et d'avoir enfin des gens d'église bons citoyens. C'est ainsi que j'ai servi le clergé auquel des imbéciles sur la parole de quelques frippons, m'accusent d'être vendu.

Dans un tems où la patrie ne seroit pas en danger, je demanderois pardon au lecteur judicieux d'avoir repoussé sérieusement une inculpation aussi ridicule; mais dans la cruelle situation des affaires publiques, il falloit avoir pitié des ignorans, et travailler à leur ouvrir les yeux sur les calomnies des scélérats qui les trompent pour nous les enlever aujourd'hui plus que jamais; les patriotes doivent réunir leurs forces contre les ennemis communs; or ce sont des bras dont nous avons besoin pour écraser les traitres qui machinent notre ruine.

---

(1) Voyez le N<sup>o</sup>. 346 du 20 janvier 1791.

MARAT, l'Ami du peuple.

---

De l'Imprimerie de MARAT.